

# WEEKLY NEWS

Du 6 mars 2023

WN/AC/N°09



AXIOME CAPITAL

*We advise and we train*

[www.axiome-capital.com](http://www.axiome-capital.com)

# CEMAC

**Circulation fiduciaire :** démonétisation amorcée des billets de la gamme De 1992.

Conformément aux résolutions de ses instances décisionnelles en l'occurrence, le Conseil des ministres de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC), la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a amorcé le processus de la démonétisation des billets de la gamme de 1992. Ceci, en « les privant du cours légal et du pouvoir libératoire sur l'ensemble du territoire de la Communauté », peut-on lire de la note d'information signée le 16 février 2023 par Abbas Mahamat TOLLI, le gouverneur de la banque centrale. Le texte reprend la résolution numéro 1 du communiqué final de la session de l'instance susmentionnée signée le 7 novembre 2022 par Hervé NDOBA, Ministre centrafricain des Finances alors, président du comité des ministres de l'UMAC. Une décision qui prend effet à compter du 1er mars 2023 suivant des modalités clairement établies : « Du 1er mars au 31 mai 2023, soit pendant un délai de 3 mois, les billets de la gamme de 1992 seront échangeables aux guichets des banques commerciales et aux guichets de la BEAC », précise la note. La même note, poursuit en mentionnant que « du 1er juin 2023 au 31 mai 2024, soit un délai d'un an, les billets de la gamme de 1992 seront exclusivement échangés aux guichets de la BEAC ». Mais, qu'à partir du 1er juin 2024, ils ne le seront plus. Ainsi, depuis le 1er mars 2023, les détenteurs desdits billets clients ou non, sont invités à se présenter aux guichets des banques commerciales de leur ressort territorial munis de leurs pièces d'identité. Pour un bon déroulement des opérations, le communiqué de la banque centrale indique que « des modalités pratiques d'échange seront fixées par note de service, par chaque banque et par chaque agence de la BEAC », peut-on lire.



**Marché monétaire :** hausse du coût des emprunts des états de la CEMAC.

D'après le rapport de la Cellule de règlement et de conservation des titres (CRCT) de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) de janvier 2023, la moyenne générale du coût des ressources sur le marché des valeurs du Trésor de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) à fin janvier de l'année en cours est de 6,74%. Elle est en hausse par rapport aux 6,27% de juin 2021 et 5,95% à la même date en 2020. Les Obligations du Trésor assimilables (OTA) ont été plus chères que les Bons du Trésor assimilables (BTA) même si dans l'ensemble, les deux connaissent un renchérissement par rapport aux années précédentes. La moyenne du coût des OTA à janvier 2023 se situe à 8,66% venant de 8,11% et 8,02%, respectivement à juin 2021 et juin 2020. Elle se rapproche inexorablement de la moyenne de 9,62% enregistrée en juin 2019. Par pays, le Congo et le Gabon ont les taux les plus élevés à savoir respectivement 8,80% et 8,40%. Pour ce qui est des BTA, la moyenne au 31 janvier 2023 se situe à 5,39% venant de 4,99%, 4,76%, 5,05% et 4,72% respectivement à juin 2021, juin 2020, juin 2019 et juin 2018. Le Cameroun est le pays qui affiche le plus faible taux (4,30%) comparativement à la Guinée Equatoriale (7,13%), le taux le plus élevé, le Tchad (6,95%), le Congo (6,61%) et le Gabon (5,63%). Pour les experts de la finance, la hausse des coûts des emprunts observés serait le fait d'un probable essoufflement des banques qui restent jusqu'ici, les principaux détenteurs des titres publics de la sous-région.



# CAMEROUN

**Aide humanitaire de l'UE :** L'UE débloque 12 milliards de Fcfa pour l'assistance humanitaire à l'Extrême-Nord.



Selon les prévisions de l'Union européenne (UE), 1,6 million de personnes seront en situation d'assistance humanitaire en 2023 à l'Extrême-Nord du Cameroun à cause du changement climatique, des crises sécuritaire et alimentaire entre autres. C'est pour anticiper sur la situation que l'institution vient d'annoncer une nouvelle enveloppe de 12 milliards de FCFA au profit de la région. Cet argent servira à organiser l'approvisionnement en denrées alimentaires, faciliter l'accès à l'eau potable, aux soins de santé primaires, mais aussi à la protection et à l'éducation des populations et autonomiser les réfugiés. L'information relayée par la CRTV a été rendue publique à Bruxelles (Belgique) le 28 février 2023 en marge des travaux auxquels prenaient part le gouverneur de l'Extrême-Nord MIDJIYAWA Bakary par ailleurs président en exercice du Forum des gouverneurs du Lac Tchad et son homologue Jean Abate EDI'I du Nord.

**Amélioration du Climat des Affaires :** l'Union européenne annonce de nouveaux instruments pour améliorer le climat des affaires.

L'Union européenne (UE), partenaire économique de longue date du Cameroun, continue de prendre des initiatives pour maintenir allumée, la flamme de la coopération bilatérale. Sur sa page Facebook, l'institution aux 27 Etats-membres annonce pour les prochains, la mise à disposition de deux nouveaux instruments dans l'optique d'améliorer le climat des affaires et soutenir le dialogue public privé au Cameroun, composante 2 du Dispositif d'appui à la compétitivité du Cameroun (Dacc). Dans le détail, il s'agit dans un premier temps, du « Guide de l'investisseur ». D'après les informations publiées par l'Union européenne, cet outil « permettra aux investisseurs et aux opérateurs économiques de disposer des informations pratiques sur les conditions d'investissements, les potentialités et les différentes incitations offertes pour inciter les capitaux nationaux et étrangers ». Le second instrument quant à lui est dénommé « Guide de l'import-export ». Celui-ci, explique l'UE, « fournira aux opérateurs économiques toutes les informations sur la pratique du commerce international au Cameroun notamment la liste détaillée des procédures et des institutions impliquées pour les opérations d'import/export par route, air et mer », apprend-t-on.



# CONGO

**Hydrocarbures** : la compagnie Africain Energy veut construire de nouveaux dépôts de carburant au Congo.

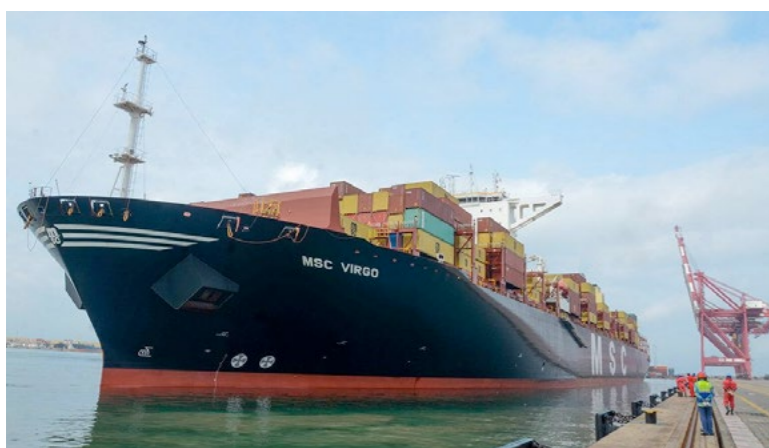
Le patron d'African Energy a été conduit chez le Ministre des Hydrocarbures par l'ambassadeur sud-africain en République du Congo, Johnny SEXWALE, qui a expliqué l'enjeu de la rencontre. « L'investisseur sud-africain, Allan REDDY, va aider nos deux pays, le Congo et l'Afrique du Sud, à améliorer la fourniture en produits pétroliers, la gestion des stocks et la distribution », a indiqué l'ambassadeur. Présent dans plusieurs pays, le groupe African Energy est un revendeur de carburant. Selon son dirigeant, Allan REDDY, la compagnie est venue donner un coup de pouce au Congo qui est confronté à d'énormes difficultés en matière de distribution de carburant. En effet, les échanges entre l'investisseur sud-africain et les équipes du ministère ont commencé depuis le début de la semaine sur les modalités de son installation au Congo. « Nous avons obtenu l'autorisation de fournir le produit pétrolier à bon escient comme le demande le marché local. African Energy SA apportera des solutions afin de répondre au problème que le pays est en train de faire face, par exemple la construction de nouveaux dépôts de carburant pour lui permettre de disposer de stocks suffisants quel que soit le moment », a assuré cet investisseur.



**Transport maritime** : le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) accueille le premier navire 15 000 EVP.

Le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) a accueilli, le 27 février, le premier navire transportant 15 000 conteneurs équivalent vingt pieds (EPV), le plus grand porte-conteneurs construit par MSC Virgo en 2020 qui n'a jamais amarré sur les côtes d'Afrique centrale. L'amarrage du grand porte-conteneurs marque aussi la première liaison entre l'Asie et Pointe-Noire, sur le service Africa Express proposé par MSC qui offre le meilleur temps de traversée sur le marché, entre l'Asie et l'Afrique centrale. Il conforte en même temps la position du PAPN comme la principale porte d'entrée du Bassin du Congo. Deux lignes maritimes et un service feeder feront escale à Pointe-Noire, notamment l'Africa Express qui relie l'Asie à l'Afrique de l'Ouest, la ligne Angola, un service commercial intra-africain reliant l'Afrique de l'Ouest à l'Angola et à la Namibie, ainsi que le feeder

Matadi vers la République démocratique du Congo (RDC). La venue du MSC Virgo dans le port de Pointe-Noire est un témoignage de notre investissement et de notre engagement à long terme en Afrique. Nous allons travailler avec les Congolais afin qu'ils bénéficient de notre expertise et accompagner au mieux la croissance économique du pays par notre présence, une prise en compte des créneaux d'accostage et la qualité du service que nous offrons », a déclaré Louis-Polin Lienou, directeur shipping, MSC Congo et RDC.



# GABON

**Echanges commerciaux** : Pétrole, minerais, bois, le Gabon a vendu pour 203 milliards de FCFA à la France, en 2022.



D'après la Direction générale du Trésor français, courant 2022 la France a acheté pour 310 millions d'euros (soient 203,3 milliards de FCFA) de ressources naturelles au Gabon. Par ailleurs le rapport publié, jeudi 23 février, révèle une augmentation de 92% des importations françaises depuis le Gabon au cours de cette année. Une augmentation qui s'explique par la très forte croissance des importations d'hydrocarbures naturels et des produits des industries extractives, mais également un effet-prix causé par la hausse

des cours de certains produits importés par la France. Notons qu'en 2022, les importations françaises depuis le Gabon étaient principalement réparties entre les hydrocarbures naturels (43%), les minerais métalliques (24%) et le bois (31%). Si en 2022 le Gabon a acheté pour 536 millions d'euros (351,6 milliards de FCFA) de biens et services à la France qui à son tour lui a acheté pour 310 millions d'euros (203,3 milliards de FCFA) de ressources naturelles, le solde des échanges entre les deux pays a atteint un minimum historique de 227 millions d'euros (148,9 milliards de FCFA), selon la Direction générale du Trésor français. Le rapport publié, jeudi 23 février, révèle pourtant que les importations françaises depuis le Gabon ont augmenté de 92% au cours de cette année.

**Investissement** : Banque islamique de développement (BID), plus de 500 millions de dollars investis au Gabon.



Dans l'optique de discuter des voies et moyens pour renforcer la coopération entre la Banque islamique de développement (BID) et le Gabon, Une séance de travail conduite par la ministre de l'Économie et de la Relance gabonaise, en présence de quatre de ses collègues du gouvernement, a eu lieu ce lundi 27 février à Libreville avec des représentants de la Banque qui a l'issue de celle-ci ont investi de la part de leur Banque plus de 500 millions de dollars US dans divers secteurs. « Après la période Covid-19, nous sommes donc là pour discuter de la nouvelle stratégie de la banque qui permettra de mieux faire pour soulager les populations gabonaises », a réitéré le chef de la délégation de la BID.

# GUINEE EQUATORIALE

**Relation Guinée-Equatoriale/BAD :** la Trésorerie transmet la préoccupation de la BAD sur le Projet d'appui au renforcement du capital humain (FAT-PARCH-PRI).



Dans le but de connaître l'avancement des projets financés par la BAD en Guinée équatoriale le Ministre des Finances et du Budget, Fortunato Ofa Mbo Nchama, accompagné du vice-ministre Pedro Abeso Obiang Eyang et du secrétaire général, Silvestre Mansiele Bikiele, a rencontré ce mardi 28 février le coordinateur du projet de la Banque africaine de développement (BAD) ainsi que les responsables du Projet d'appui au renforcement du capital humain connu sous le nom de FAT-PARCH-PRI. Selon le Ministre «la BAD a exprimé sa préoccupation quant au manque de dynamisme enregistré dans la cellule d'exécution des projets et elle attend beaucoup de documents de la Guinée équatoriale qui, jusqu'à présent, ne leur parviennent pas ». Pour sa part, Teodoro Ondo Mba, directeur du projet, a souligné les principales difficultés qui ont ralenti le bon déroulement des travaux entre autres la pandémie de Covid-19. Après avoir évalué tous les avis, le ministre a ordonné de faire un rapport de tout ce qui a déjà été fait et de le soumettre à la BAD.

**Gestion des finances publiques :** le Ministre des Finances demande à chaque direction d'expliquer son fonctionnement, ses programmes et ses difficultés.

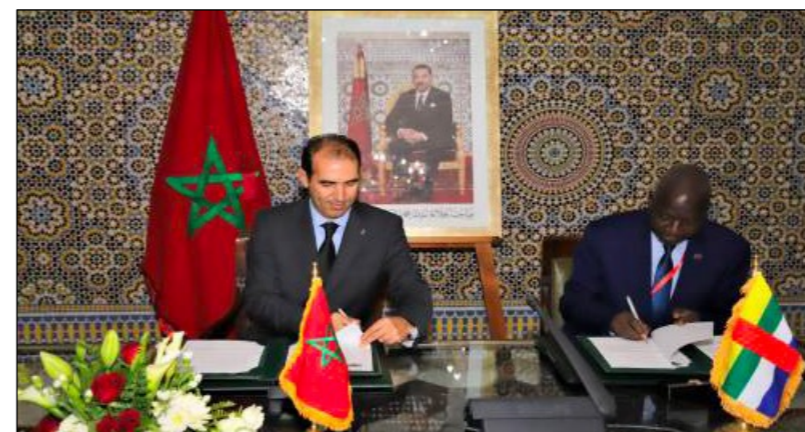
Nouvellement en tête du ministère des Finances et du Budget, et accompagné du vice-ministre Pedro Abeso Obiang et de la secrétaire d'État Maria Ebiaka Moete, Fortunato Ofa Mbo Nchama, a entamé ce lundi 27 février, son premier contact avec les directeurs généraux et assimilés dépendants de son département afin d'interagir. Il a demandé à chaque Direction Générale de soumettre dans un minimum de temps un rapport au secrétariat, sur son fonctionnement et sa vision, pour pouvoir ensuite discuter en connaissance de cause, et profiter du temps dû au calendrier chargé.



Dans la même optique, Il a également suggéré à tous les directeurs généraux, secrétaires des chefs de sections d'envoyer leur Curriculum Vitae à leur cabinet car le souhait est non seulement pour les connaître visuellement, mais aussi pour connaître un peu le parcours de chacun. À la suite de ces rapports, on espère qu'une réunion plus approfondie aura lieu pour commencer à fournir les orientations pertinentes de la façon d'agir et de partager certaines priorités déjà définies et de mettre en marche la machine du ministère.

# RCA

**Coopération :** signature à Rabat d'une convention de coopération entre les Institutions du Médiateur du Maroc et de la Centrafrique.



En marge de la conférence internationale marquant la célébration du 20ème anniversaire de l'institution du Médiateur du Royaume du Maroc à Rabat, Mohamed BENALILOU, le Médiateur du Royaume a signé une convention de coopération avec le Médiateur de la République Centrafricaine, Laurent NGON-BABA. Une convention qui "ambitionne de renforcer la coopération entre les deux institutions et de consolider l'échange d'expériences et le dialogue communs autour des questions d'intérêts communs et qui permettra également de définir les modalités de coopération, et d'échange d'expériences dans l'intérêt des deux pays" a déclaré à la presse M. Benalilou. A cet effet, les deux institutions offriront leurs services de bons offices et d'intermédiation pour notamment l'organisation d'activités de formations et d'encadrement, de visites d'études et de missions d'informations.

**Marché des titres publics :** la Centrafrique essuie un revers sur le marché des titres publics.



Après des échecs du Tchad, du Gabon et de la Guinée Équatoriale, la Centrafrique vient elle aussi d'essayer un revers. Selon la BEAC, sur les 12,5 milliards FCFA des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) émis pour une maturité de 4 ans rémunérés à 6,50%, le pays n'a pu obtenir que 3,892 milliards de FCFA soit un taux de souscription de 31%. Ce dernier n'a pas la faveur des investisseurs qui ont durci leurs exigences vis-à-vis de tous les émetteurs de la région y compris le Cameroun. Ils sollicitent tous des taux d'intérêts plus élevés, qui poussent Bangui à ne retenir que le montant sus évoqué. Pour eux, le fait que le profil de crédit de ce pays ne fasse pas l'objet d'une évaluation par les agences de notation est un critère discriminant.

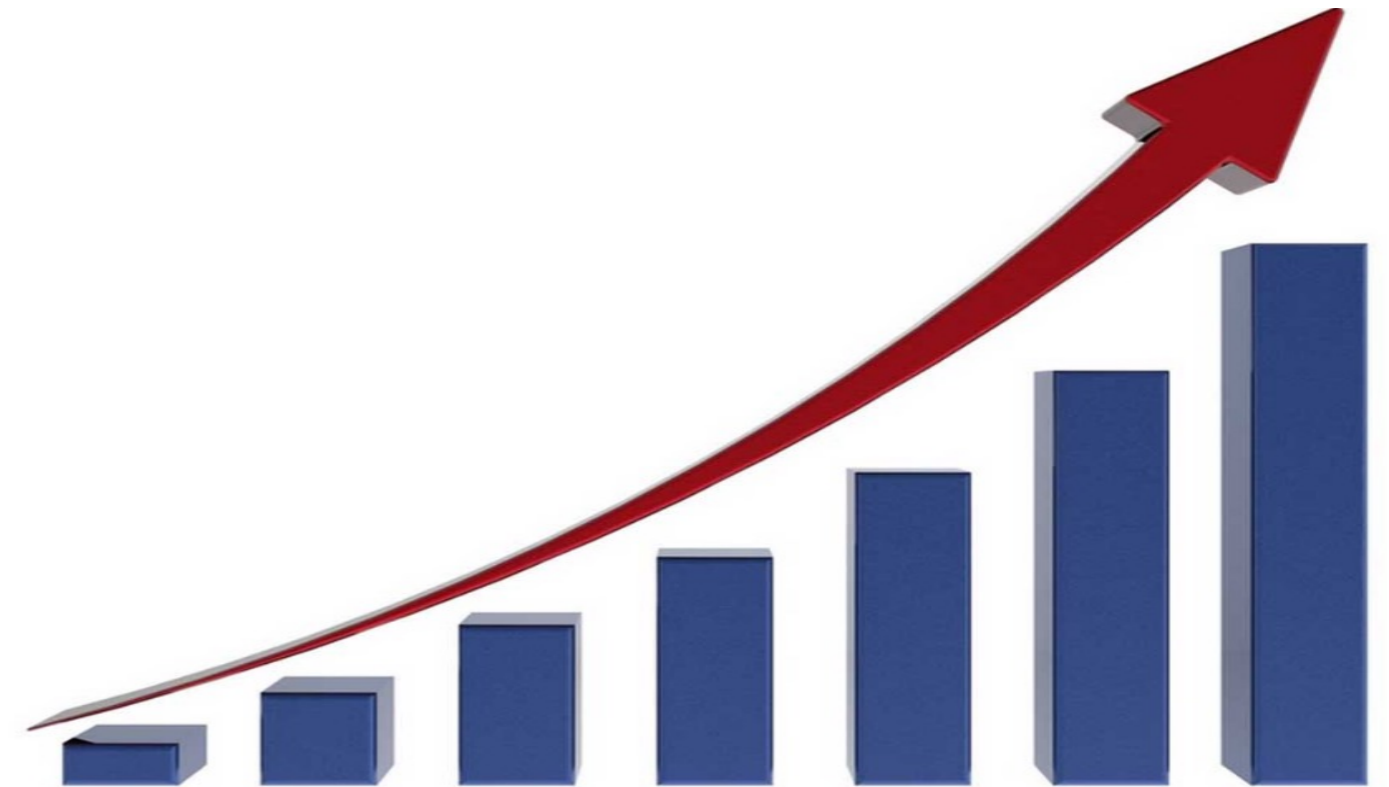
# TCHAD

**Financement** : deux accords de financement signés entre la République du Tchad et la banque d'investissement JD Euoway Bancorp & Trust



Après leur rencontre le dimanche 26 Février 2023 avec cinq membres du gouvernement qui ont présenté des projets de développement durable pour solliciter le financement de leur part, les investisseurs de la banque d'investissement JD Euoway Bancorp & Trust ont signé ce Lundi 27 Février 2023 deux accords de financement avec la République du Tchad. Le premier accord est le mémorandum entre la République du Tchad à travers le ministère d'Industrie et du Commerce pour la création d'une zone franche et la banque d'investissement JD Euoway Bancorp & Trust. Et le second est un accord cadre de financement à travers le ministre de la Prospective économique et des partenariats internationaux et les investisseurs de ladite banque. Pour le directeur de la banque d'investissement JD Euoway Bancorp & Trust, Fritz Gérald Zephi, le Tchad a un potentiel énorme et la vision du groupe en venant au Tchad c'est d'aider le pays à se développer dans les différents secteurs.

**Croissance économique** : le ministère des Finances table sur une croissance de 5%.



Le Ministre des Finances et du Budget, Tahir Hamid NGUILIN a présidé ce lundi 27 février 2023 à la BEAC de N'Djamena la première session de l'année du comité national économique et financier du Tchad, au cours de laquelle les membres du comité national économique et financier dont certains ayant pris part par visio conférence ont passé en revue la situation de l'économie tchadienne de l'année 2022. A l'issue de cette session il ressort que tout au long de l'année 2022, l'Etat a fourni assez d'efforts qui se sont traduits par l'amélioration du climat des affaires et la rentabilité des entreprises. Mais surtout par une augmentation exceptionnelle du niveau de l'offre de l'énergie à N'Djamena et à l'intérieur du pays. Et Pour la nouvelle année, l'Etat s'appuie sur la disponibilité de l'énergie pour donner une nouvelle dimension à l'économie. Grâce à la forte production énergétique qui va améliorer les capacités de productions des industries tout en améliorant leur rentabilité, l'Etat a tablé pour l'année 2023 sur un taux de croissance de 5%.



Tel : (00242) 05 797 5719 / 06 794 77 21 - [contact@axiome-capital.com](mailto:contact@axiome-capital.com) - [www.axiome-capital.com](http://www.axiome-capital.com)  
2 Av. de la base, 5e étage, Bloc A (en face de l'hôtel de l'aéroport)  
Batignolles, Brazzaville, Rép. du Congo